

LES PROBLEMES STRUCTURELS DE LA BALANCE COMERCIALE DE LA GRECE*

By

Sotiris I. Agapitidis

Prof. Emeritus, Technical University of Athens
ex Professor of economics at the Piraeus' Industrial School

I. LA BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS

La balance commerciale, comme c'est connu, est une des trois balances particulières qui constituent la balance des paiements extérieurs de chaque pays. C'est pour cette raison que nous pensons utile de commencer notre étude sur les problèmes structurels de la balance commerciale par un aperçu concis de la balance générale des paiements extérieurs, dans laquelle sont comprises, à part la balance commerciale, les deux autres, soit la balance des transactions invisibles et la balance du mouvement des capitaux. En ce qui concerne cette dernière nous ferons une mention plutôt brève dans ce premier paragraphe, tandis que pour les transactions invisibles nous consacrerons le paragraphe suivant à cause de l'importance spéciale que celles —ci ont pour l'économie hellénique.

La composition de la balance des paiements extérieurs de la Grèce a ceci de particulier que les transactions invisibles, et plus spécialement leur actif, c.a.d. les ressources invisibles, jouent un rôle primordial dans l'économie hellénique. Contrairement à presque tous les pays de l'Occident, membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), où l'élément actif

* The present article is a paper presented to the Congress de l'Assotiation Internationale des Economistes de Lanque Francaise, Belgrade, 1-4 Juin 1989, and it is published uncommented.

principal dans leurs relations économiques extérieures sont les exportations, en Grèce les ressources invisibles sont beaucoup plus importantes, dépassant en valeur, très souvent, les revenus en devises des exportations, un fait qui ne pourrait être considéré orthodoxe.

La grande dépendance de l'équilibre économique extérieur des revenus en devises provenant des ressources invisibles constitue une anomalie structurelle, étant donné que la balance des paiements extérieurs ne dépend pas de l'activité économique nationale, comme c'est le cas de la production exportée, mais de facteurs dépendant de la conjoncture internationale, sujette à des incertitudes manifestes.

Durant les dernières années, la contribution des exportations à la balance des paiements extérieurs de la Grèce s'est élevée à 37-40% de son actif, tandis que la participation des revenus en devises provenant des ressources invisibles s'est élevée de 45 à 60%.

Une autre source, et même récente (depuis 1981), qui a renforcé l'actif de la balance des paiements extérieurs de la Grèce est la Communauté Economique Européenne (C.E.E.), la contribution nette de laquelle (en soustrayant la cotisation grecque) a atteint, en 1988, les 2000 millions de dollars, soit une participation de 12,5% à l'actif de cette balance.

Bien que la marche de ces deux sources de l'actif (ressources invisibles et C.E.E.) a été satisfaisante, durant les années de '80, il n'a pas été possible d'éviter les déficits élevés de la balance des transactions courantes (l'ensemble de la balance commerciale et celle des transactions invisibles) à cause de la politique d'expansion adoptée par la Grèce. Plus précisément, depuis que le parti socialiste PASOK a assumé en 1981 la responsabilité du Gouvernement, la politique d'expansion a pris de l'ampleur, avec comme conséquence des déficits considérables dans le budget de l'Etat et dans la balance des paiements extérieurs, aggravation de l'inflation et un recours, sans précédent, à des emprunts extérieurs, en vue d'équilibrer la balance.

Pour faire face à la situation difficile, en 1983, la drachme a été dévaluée de 15,5% mais sans résultats notables, puisque le gouvernement, l'année d'après, a continué sa politique d'expansion, avec comme résultat des déficits encore plus élevés (intérieurs et extérieurs). Cette évolution des choses a obligé le Gouvernement d'élaborer et mettre en exécution, en octobre 1985, un programme de stabilisation économique, comprenant une nouvelle dévaluation de la monnaie hellénique de 15% et des mesures d'austérité, visant à limiter la demande et les

importations. Ce programme, appliqué pendant les années 1986 et 1987, n'a pas réussi à limiter le déficit de la balance commerciale. Heureusement la conjoncture internationale favorable a eu une influence positive sur les revenus invisibles, avec comme conséquence une limitation sensible du déficit de la balance des transactions courantes (de 3276 millions de dollars en 1985 à 957 en 1988) et du taux de l'inflation (de 25 en 1985 à 14 en 1988).

Sur le tableau ci-dessous, No 1, nous voyons l'évolution de ces déficits durant les années 1985 - 1988.

TABLEAU No 1

Déficit de la balance des transactions courantes

Année	Déficit en million de dollars E.U.A.
1985	3276
1986	1772
1987	1296
1988	957

Par rapport avec le produit national brut, le déficit en 1985 s'élevait à 9,8% et 1988 ce déficit s'est réduit à 2,7% de celui-ci.

Les déficits de la balance des transactions courantes se couvrent, comme connu, d'une part par l'influx net des capitaux étrangers et, d'autre part, par des emprunts en devises, dans le cas où, naturellement, les réserves en devises du pays ne suffisent pas pour éviter le recours à l'étranger. En Grèce, le rôle des emprunts étrangers a, depuis tous temps, été primordial, surtout durant les dernières années. C'est pour cette raison que la dette extérieure a augmenté à un rythme très rapide et a presque triplé pendant la période 1981 - 1988 (de 7876 à 20852 millions de dollars E.U.A.). A noter, cependant, que ces emprunts ont été utilisés, dans une grande partie, pour le service des emprunts extérieurement contractés (annuités et intérêts).

L'influx des capitaux de l'étranger a suivi, pendant plusieurs années, une marche descendante à cause, d'un côté, de la conjoncture internationale défavorable (crise pétrolière, dépression économique plus générale) et, d'un autre côté, à cause de la méfiance envers l'avenir de l'économie grecque, due à des raisons financières (déficits importants) et monétaires (taux d'inflation élevé). Le programme de stabilisation, du fait de son succès relatif, a restauré, jusqu'à un

certain point, la confiance et a contribué, la conjoncture internationale aidant, à l'inversion de ce mouvement des capitaux et, plus précisément, à la limitation de leur fuite vers l'étranger, ainsi qu'au rapatriement partiel de ceux déjà sortis. De sorte que l'influx net des capitaux, qui a plus que couvert le déficit des transactions courantes de 1988, a eu comme résultat un endettement extérieur net négatif. Tandis que, pendant les années précédant, le déficit, couvert par l'influx net, atteignait un taux d'environ 50% de celui-ci, l'influx net total des capitaux en 1988, atteignant 4213 millions de dollars, l'a surpassé, une partie couvrant le déficit et une autre partie renforçant les disponibilités en devises.

Un autre point favorable des développements récents du mouvement des capitaux est le fait que une grande partie des capitaux importés a été investie en Grèce sans que ceci crée des obligations futures d'exportation. Presque la moitié des rentrées de 1988 (49%) provient des Grecs de l'étranger (895,7 sur un total de 1828, 1 millions de dollars) pour l'achat d'habitations et, plus généralement, des valeurs immobilières.

Une nouvelle source de capitaux étrangers, ayant des conséquences notables a été l'importation pendant ces dernières années de devises pour l'achat d'actions d'entreprises grecques, en vue de l'unification du marché communautaire jusqu'en 1992. Cet influx a pour but l'acquisition d'entreprises, surtout industrielles, où bien la fusion d'entreprises grecques avec des unités étrangères similaires. Préférence a été donnée aux entreprises produisant des produits exportables, que les étrangers sont en meilleure position de promouvoir plus effectivement, étant donné qu'ils disposent de meilleurs réseaux commerciaux.

Nous présentons ci - dessous un tableau comprenant la balance des paiements extérieurs des les cinq dernières années (1984-1988) afin que l'on puisse comparer l'évolution qui a eu lieu durant cette période.

TABLEAU No 2

Balance des paiements extérieurs 1984 - 1988

Année	Exportations	Importations	Balance Commerciale	Ressources invisibles	Paiements invisibles
1984	4394,0	9744,8	- 5350,8	5288,7	2068,0
1985	4293,2	10561,1	- 6267,9	5260,5	2268,3
1986	4512,5	10009,3	- 5586,8	6498,0	2615,1
1987	5613,6	12556,1	- 6942,5	8966,6	2843,3
1988	5933,6	13564,7	- 7631,1	10099,0	3425,0

Année	Balance de transactions invisibles	Balance de transactions courantes	Influx net	Réserves
1984	3220,7	-2130,1	2477,2	1003,1
1985	3992,2	-3275,7	3148,6	1734,1
1986	3882,9	-1703,9	1954,9	2359,9
1987	5723,3	-1219,2	1802,1	3738,1
1988	6674,0	-957,1	2033,5	4590,8

Dans cette période de cinq années, le déficit commercial a augmenté de 42,6% tandis que le surplus des transactions invisibles a plus que doublé (+ 107%) avec comme conséquence la très grande réduction du déficit de la balance des transactions courantes. L'influx net des capitaux a eu des écarts plutôt limités à l'exception de l'année 1985, à cause de l'endettement plus élevé nécessaire à couvrir le très grand déficit de transactions courantes.

En ce qui concerne les disponibilités en devises, nous constatons que celles-ci ont plus que quadruplé (de 1003,1 en 1984 à 4590,8 millions de dollars en 1988).

A noter, cependant, que le changement de la valeur de la monnaie américaine a influencé cette évolution (fortement baissière au début et, plus tard, ascendante). Cette réserve que nous faisons, d'ailleurs, est valable pour tous les éléments de la balance des paiements extérieurs exprimés en dollars E.U.A.

II. LES RESSOURCES INVISIBLES

Les ressources invisibles forment l'élément de plus important du côté actif de la balance hellénique des transactions courantes, ayant même une importance de plus en plus accrue. Celles-ci, sous leur forme brut, c.a.d. sans la soustraction des paiements invisibles, ont contribué à l'équilibre de la balance commerciale plus que les exportations, durant les vingt-cinq dernières années. Assez souvent - comme d'ailleurs c'est le cas des deux dernières années 1987-1988- les ressources invisibles nettes, à elles seules, c.a.d. l'excédent de la balance des transactions invisibles, dépassent les exportations, comme ceci paraît sur le tableau No 3 ci-dessous.

TABLEAU No 3

Exportations et transactions invisibles (en millions de dollars)

Année	Exportations	Ressources invisibles	Paiements invisibles	Excédent
1963	295,9	497,2	99,0	398,2
1973	1230,5	2195,9	570,3	1625,6
1983	4105,4	5529,2	2019,2	3510,0
1984	4394,0	5288,7	2048,0	3220,7
1985	4293,2	5260,5	2268,3	3992,2
1986	4512,5	6498,0	2695,1	3882,9
1987	5613,6	8566,6	2843,3	5723,3
1988	5933,6	10099,0	3425,0	6674,0

Comme nous le constatons, l'excédent des transactions invisibles, durant les vingt cinq dernières années 1963 – 1988, a augmenté de presque 17 fois. Sa contribution à l'actif de la balance a suivi, pendant les dernières quinze années, une tendance ascendante bien nette. En 1973 ce surplus a couvert le 58% du déficit commercial, en 1983 le 63,5% et en 1988 le 87%.

En ce qui concerne le rapport entre les paiements invisibles et les ressources invisibles, nous constatons que ces dernières ont presque triplé, bien que le rythme ascendant des paiements était sensiblement supérieur à celui des rentrées.

En analysant l'actif et le passif de la balance des transactions invisibles nous voyons que dans le chapitre «ressources invisibles» trois sources retiennent toujours leur prépondérance, soit l'émigration, la marine marchande et le tourisme. Cependant, depuis l'adhésion de la Grèce à la C.E.E., un nouvel élément - actif s'est ajouté, soit les prestations communautaires, lesquelles, même, couvrent un pourcentage de plus en plus élevé du total.

Pour ce qui est des paiements invisibles, l'élément le plus important est le repaiement de la dette extérieure. En 1988 ces paiements se sont élevés à 1683,5 millions de dollars, courant le 49,2% de tous les paiements. Il est même prévu que, dans le proche avenir, ces paiements suivront une évolution fortement ascendante.

Le degré de la contribution des trois principales sources des ressources invisibles n'est, certainement, pas stable, mais il varie de temps à autre. En tout cas, il est à noter que, ces dernières années, le tourisme a dépassé les deux autres

sources. Nous ajoutons qu'avant l'apparition des contributions de la C.E.E., l'ensemble des trois éléments principaux des ressources invisibles dépassait souvent le 90% de leur total.

Dans le tableau ci-dessous No 4 paraît la participation de chacune de ces trois sources pendant certaines années.

TABLEAU No 4

Participation des trois ressources invisibles principales dans l'ensemble

Anné	Emigration	Marine Marchande	Tourisme	Total
1960	34,0%	28,0%	18,0%	80 %
1966	36,9	28,7	22,6	88,2
1972	25,4	27,8	39,6	92,8
1984	17,4	26,7	24,8	68,9
1988	17,4	13,7	23,8	54,6

a) **Emigration.** Pendant plusieurs années, l'émigration était de première importance du point de vue contribution à l'actif des transactions invisibles. Dans une certaine période même, quand le courant de l'émigration vers les E.U.A. avait pris de l'ampleur (début du 20^{ème} siècle), les devises provenant de l'émigration, à elles - seules, finançaient la plus grande partie du déficit de la balance commerciale. Mais, aussi, même durant le plus grand fort de l'émigration de l'après guerre, à destination principalement de l'Allemagne Occidentale (autour des années '60), la contribution de l'émigration a été très importante. Ainsi, en 1965, les devises provenant de l'émigration ont atteint le 63% des exportations. La tendance descendante, des dernières 15 années, de cette source de devises est due à la diminution très marquée du courant de l'émigration, le rapatriement d'une grande partie des émigrés surtout ceux de l'Allemagne de l'Ouest, et l'affaiblissement des liens de la seconde génération des émigrés avec leur pays d'origine.

b) **Marine Marchande.** Les transports maritimes contribuent à l'actif de la balance des transactions invisibles par un pourcentage variable dépendant surtout de la conjoncture internationale. Dans des périodes de dépression, la baisse du volume des devises de cette catégorie est naturelle, tandis que dans des périodes

de reprise on constate une influence favorable sur les rentrées de cette source. A noter, pourtant, que dans la marine marchande hellénique il existe certaines particularités. Premièrement, le fait que la plupart des plus grandes sociétés maritimes grecques siègent dans des pays étrangers et surtout le Royaume Uni et les E.U.A., ce qui a pour résultat qu'une grande partie des revenus des armateurs reste à l'étranger. Deuxièmement, les navires grecques qui opèrent sous des drapeaux de convenance, comme il est évident, contribuent beaucoup moins en comparaison à ceux sous le drapeau hellénique. Troisièmement, les équipages et, généralement, les cadres des sociétés maritimes ont l'habitude, comme d'ailleurs les émigrés, de déposer une partie de leur épargne dans des pays étrangers. Quatrièmement, enfin, une partie considérable de leur revenu est investi en Grèce sous des formes qui sont classées sous la rubrique «influx de capitaux» (p.e. achat de valeurs immobilières, investissement dans des entreprises etc). Ceci explique le fait que les devises provenant de cette source, exprimées par unité de tonnage, importées en Grèce, atteignent à peine le tiers des rentrées de ce secteur des autres grands pays maritimes.

c) **Tourisme.** Cette source de ressources invisibles est devenue la plus dynamique de toutes. Depuis quelques années, déjà, elle tient la première place comparée tant à l'émigration qu'à la marine marchande. Il est même prévu que les rentrées touristiques atteindront très bientôt le 50% de celles de l'exportation, si, naturellement, de meilleures conditions d'exploitation de cette source sont établies. En effet, il est indispensable d'améliorer et de compléter la structure touristique, essayer d'atteindre un niveau supérieur dans le traitement des touristes, de faire face à la pollution des régions touristiques, d'organiser et promouvoir le tourisme hivernal et de disposer pour les visiteurs du pays d'une plus grande gamme de produits locaux.

Il est vrai que, durant les dernières années le chiffre des visiteurs de la Grèce n'a pas cessé d'augmenter, ainsi que leur nuitées de séjour, mais la composition du courant touristique a détérioré, de sorte que les rentrées par tête de touriste, ont considérablement baissé. Ainsi, le rythme de l'accroissement du volume des devises touristiques est plus faible que celui des arrivées et des nuitées des touristes, bien que, même à ce jour, la moyenne du temps de leur séjour en Grèce est supérieure à celle des autres pays touristiques.

Le volume des rentrées touristiques est, en fait, plus grand que celui paraît officiellement, étant donné qu'une partie des monnaies importées sont converties officieusement ou réexportées clandestinement.

La nouvelle source de recettes en devises, la C.E.E., paraît, également, dynamique et ceci se manifeste par le rythme rapidement ascendant des rentrées nettes en Grèce. On s'attend à une contribution encore plus grande de cette source, grâce aux programmes spéciaux que favorisent la Grèce, tels que les Programmes Méditerranéens Intégrés, ainsi qu'une plus grande quote-part des Caisses Structurelles de la C.E.E. (Caisse Sociale et Caisse Régionale), les capitaux disponibles desquelles tendent à doubler. La participation substantielle des contributions de la C.E.E. à l'actif de la balance des transactions invisibles (1934,7 millions de dollars en 1988, soit le 19,2% du total) justifie d'ailleurs la réduction des pourcentages de participation de trois autres principales sources de ressources invisibles dans le total.

Les ressources invisibles sont considérées, en général, un influx de devises incertain, vu l'instabilité de leur sources que dépendent de la conjoncture internationale. En réalité, ceci s'est avéré un désavantage moins sérieux qu'on ne le soutiendrait théoriquement. En Grèce, spécialement, ceci a été constaté, aussi, parce que les sources principales sont trois en nombre et non pas une seule fondamentale, comme c'est le cas dans d'autres pays (pour l'Espagne p.e. le tourisme et pour la Norvège la marine marchandes). La dépendance de l'actif de la balance des transactions invisibles sur plusieurs sources réduit cette incertitude d'autant plus qu'il est rare, dans des conditions internationales normales, que toutes ces sources subissent en même temps une crise générale. Naturellement dans des cas de conflit mondial les choses sont bien différentes. Mais alors les exportations sont tout aussi affectées.

Les ressources invisibles prennent une plus grande ampleur et stabilité quand elles sont liées à l'activité productive nationale. La marine marchande p.e. devient plus rentable du point de vue d'apport de devises, quand il existe une substructure vigoureuse nationale (chantiers navals, installations de réparation des navires etc). Le tourisme devient, aussi, plus rentable quand les investissements touristiques sont réalisés avec des matières locales et les touristes consomment des produits locaux et achètent des biens de production nationale. En Italie p.e. on estime que le quart de devises touristiques provient des achats des produits de l'artisanat de la part des touristes.

En Grèce, malheureusement, non seulement la contribution de la production nationale au tourisme (qualifiée comme l'exportation sur place) est très limitée, mais, qui est plus, plusieurs branches de l'agriculture et de l'artisanat sont abandonnées. Les personnes engagées dans ces activités, et dans un plus grand degré leur progéniture, préfèrent s'occuper dans l'hôtellerie et les autres activités touristiques. Ainsi que, au lieu que le tourisme renforce la production nationale,

tout au contraire, il la décourage dans les régions touristiques et détourne la demande vers d'autres marchés pour la satisfaction des besoins tant des touristes que des habitants permanents.

III. LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale, comme connu, reflète la capacité de l'économie d'un pays de produire dans des conditions compétitives internationales et constitue le critère principal dans l'estimation de la situation de l'économie nationale dans la communauté économique internationale.

La balance commerciale hellénique présente certaines faiblesses, parmi lesquelles sont les suivantes: a) Elle est fortement déficitaire, b) Le volume et la valeur des transactions commerciales extérieures du pays sont très limités et c) Le volume des exportations est non seulement extrêmement bas, mais sa composition est désavantageuse.

Le déficit de la balance commerciale de la Grèce est très élevé et il dépasse, habituellement, le total des exportations. De plus, cette différence a eu une évolution ascendante pendant les dernières années. Elle a atteint des niveaux très hauts, même quand les exportations ont marqué une certaine stabilité dans leur rythme ascendant. Ainsi, pendant la période 1953-1973, ce déficit a suivi une marche ascendante nette, venant de 52,3% en 1953 à 69,5% en 1973. Durant la période 1978-1988, ce déficit s'est stabilisé avec de petites variations autour de 55-60%.

Nous notons que, durant les dernières années d'avant guerre, la situation était relativement meilleure, étant donné que le déficit de la balance commerciale se limita aux environs de 30-35% de la valeur des importations.

Les chiffres restreints de la balance commerciale de la Grèce, c.a.d. des importations et des exportations, deviennent plus apparents, quand nous les comparons à ceux des petits pays développés de l'Europe Occidentale, ayant une population presque égale ou inférieure à la Grèce. Ces pays, d'une part, réalisent des exportations de beaucoup supérieures et, d'autre part, ils arrivent à équilibrer leurs rentrées en devises très élevées avec leurs dépenses pour leurs importations. Plus spécialement, le volume des exportations grecques est non seulement très bas, comme cela a été déjà dit, mais aussi leur composition est désavantageuse et ceci était valable, dans un plus grand degré, dans le passé. Durant les dernières

décades, il y a eu une amélioration sensible dans la composition des exportations, comme nous le constaterons au paragraphe suivant, que se réfère aux exportations.

Il a été évalué que pour que le déficit de la balance commerciale n'augmente pas encore plus, il est nécessaire que le rythme de l'augmentation des exportations soit plus que double de celui des importations. Par conséquent, pour réduire le déficit en question, le rythme de l'augmentation des exportations devrait être encore plus rapide. Il est absolument nécessaire de donner plus d'ampleur aux transactions économiques extérieures du pays, surtout de nos jours, quand à la suite de l'adhésion de la Grèce à la C.E.E., tous les pays-membres doivent s'aligner dans leur développement économique.

Le programme de stabilisation de 1985, qui a nécessité un régime d'austérité, a inclus, parmi ses poursuites, l'amélioration des transactions commerciales avec l'étranger par la compression surtout des importations. En réalité, ce but n'a pas été atteint. Par contre, nous avons constaté une évolution ascendante des importations et du déficit commercial. Pendant les trois dernières années (1986, 1987 et 1988), nous avons eu un rythme rapide d'augmentation des ressources invisibles et du surplus des transactions invisibles, grâce auquel a été obtenue une réduction substantielle du déficit de la balance des transactions courantes.

Nous notons que le développement défavorable de la balance commerciale de la Grèce est dû aussi à la détérioration des termes de commerce (augmentation des prix des produits importés plus rapide que celle des produits exportés).

En comparaison au rythme de l'évolution du revenu brut national, nous notons que l'accroissement des chiffres de la balance commerciale grecque, bien que limitée, l'a surpassé. Il serait superflu de souligner la nécessité d'obtenir le plus tôt possible une amélioration de la balance commerciale. D'autant plus que de la sorte, on réussirait à arriver à un degré de dépendance moins grand sur les ressources invisibles et sur le mouvement des capitaux extérieurs, qui, de toute façon, contiennent un élément d'incertitude très marqué.

L'adhésion de la Grèce à la C.E.E. rend, en principe, plus difficile le problème de sa balance commerciale à cause de la possibilité de l'invasion dans son marché, sans aucune restriction, des produits hautement compétitifs, de ses partenaires.

Cependant, d'un autre côté, l'expansion du marché pour les produits grecs permettra la meilleure exploitation des avantages comparatifs par la spécialisation de la production grecque, pouvant faire face à la concurrence des produits similaires des Pays-membres.

Nous donnons ci-dessous un tableau (No 5) comprenant l'actif et le passif, ainsi que le déficit de la balance commerciale de la Grèce, durant la période 1958 – 1988, exprimés jusqu' à 1983 par période de cinq ans et à partir de 1983 année par année, en ajoutant aussi les pourcentages du déficit commercial sur les importations.

TABLEAU No 5
Balance Commerciale (en millions de dollars E.U.A.)

Année	Exportations	Importations	Déficit	% du déficit sur les importations
1958	242,6	509,3	266,5	52,3 %
1963	295,9	730,2	434,3	59,5
1968	464,4	1244,4	739,5	62,6
1973	1230,5	4047,2	2816,7	69,5
1978	2998,5	7341,3	4342,8	59,2
1983	4105,4	9491,8	5385,9	56,8
1984	4394,0	9744,8	5350,8	55,0
1985	4293,2	10561,1	6267,9	59,3
1986	4512,5	10009,3	5586,8	55,8
1987	5613,6	12556,1	6942,5	55,3
1988	5933,6	13564,7	7631,1	56,3

IV. LES EXPORTATIONS

Les exportations grecques ont, depuis toujours, eu deux points faibles: leur niveau très bas ainsi que leur composition défectueuse.

Le niveau bas des exportations est dû à la production limitée tant concernant la variété des produits que leur quantité, de sorte que, dans plusieurs cas, il n'existe pas d'excédent à exporter à l'étranger. D'autre part, le coût élevé de la production et le nombre restreint des pays qui absorbent les exportations grecques sont d'autant des désavantages sérieux. Le 60% des exportations de la Grèce est absorbé par quatre ou cinq pays seulement.

La composition défectueuse des exportations, comprenant, dans le passé pour la plupart, des produits agricoles d'un nombre limité et, aussi, des minerais à l'état brut, était la preuve d'une économie arriérée. Nous notons que, même aujourd'hui, le volume des exportations, malgré le changement dans sa composition, est limité

comparé aux petits pays développés de l'Europe Occidentale (Belgique, Danemark, Hollande, Suisse), qui ont des exportations, par tête d'habitant, de 10 à 15 fois plus grandes que la Grèce et ceci bien que leur revenu, par tête, est de 3-4 fois plus élevé que le revenu grec.

Dans l'après guerre, cette situation défavorable s'est, partiellement, améliorée, puisque des exportations de produits industriels ont commencé à se développer et, ce qui est de plus, des produits finis non seulement provenant des matières premières agricoles de production locale (coton en premier lieu), mais aussi provenant des minerais locaux (bauxite, nickel etc). Ainsi la composition des exportations du pays a changé substantiellement. Les exportations de la Grèce, ne sont plus, pour la plupart, des produits agricoles et des minerais à l'état brut. La place du tabac et des raisins secs qui couvrait, dans le temps, plus que la moitié de la valeur des exportations grecques est conquise par les produits finis du coton (filés, étoffes, et vêtements) qui, de nos jours, constituent les exportations principales du pays. Le tabac, qui couvrait, pendant les années '30, le 45% du total des exportations, en 1988 s'est limité au 3%.

Toutefois, même aujourd'hui, il existe des faiblesses sérieuses dans le secteur des exportations grecques. Pour nous limiter aux plus importantes, nous notons les suivantes:

1. Les produits traditionnels, principalement exportés dans le passé, offerts aussi par plusieurs autres pays en de grandes quantités, doivent de nos jours faire face à une concurrence de plus en plus menaçante dans la lice commerciale internationale. D'autre part, la demande même de ces produits par l'étranger est d'une élasticité limitée. Sont exceptés à cette règle quelques produits nouveaux exportables et, spécialement, les produits de certaines grandes entreprises fondées par des capitaux grecs ou importés dans le but d'exploiter certaines de ressources naturelles du pays (principalement des minerais).

2. La lenteur marquée à la hausse du niveau de productivité limite la compétitivité des produits exportables grecs comparés à ceux offerts par d'autres pays ayant atteint une productivité supérieure. Bien que le niveau de la productivité en Grèce ne s'est que peu amélioré, durant les dernières années, à cause de la politique d'expansion suivie par le Gouvernement (augmentation de la rémunération bien au delà de celle justifiée par la hausse de la productivité), la compétitivité des produits grecs a détérioré, le niveau élevé du taux d'inflation aidant.

La Grèce qui, jusqu'à récemment, précédait quant au niveau de la productivité, le Portugal et la Turquie, a, de nos jours, pris leur place sur le tableau des 24 pays membres de l'OCDE. Plus généralement, nous notons que, tandis que, pendant les dernières années, les pays concurrents de la Grèce (Italie, France, Allemagne) ont réussi à augmenter leur productivité de 13,5% (en moyenne), en Grèce on a eu, en réalité, une stagnation (augmentation de 1,5%).

3. Même de nos jours le nombre des pays qui absorbent les produits grecs d'exportation est limité. Ce qui est pire est que, dans certains cas, un seul pays est le marché principal d'un seul produit, comme p.e. le Royaume Uni pour les raisins secs et l'Allemagne Occidentale pour les produits du coton.

L'adhésion de la Grèce à la C.E.E. a changé considérablement la distribution géographique des exportations grecques, de sorte que le volume des produits grecs acheminés vers les Etats - Membres a augmenté (à cause de la disparition des droits douaniers), tandis que celui dirigé vers d'autres régions a de beaucoup diminué. En 1988 p.e. le 63,5 des exportations grecques s'est canalisé vers la région de la C.E.E. comparé à 7,8% vers l'Amerique du Nord et 6,8% vers les pays du Bloc Oriental.

4. L'organisation des exportations, laissant beaucoup à désirer, est certainement un facteur sérieux limitant leur volume. En effet, la promotion des produits grecs à exporter n'est pas coordonnée dans le sens que les producteurs d'un même produit ne coopèrent pas, sauf à l'exception, pour la disposition plus effective de leurs produits à l'étranger. Par ailleurs, des études nécessaires des marchés étrangers n'ont pas été faites, tant pour la signalisation que pour développement des possibilités d'absorption de divers produits par les acheteurs étrangers. Point caractéristique est le fait qu'il y a manque de bureaux permanents des exportateurs grecs à l'étranger. Tout au contraire, les concurrents étrangers, à part le fait qu'ils disposent des bureaux de ce genre pour la publicité et la promotion de leur produits, disposent aussi des réseaux commerciaux internationaux qui contribuent au développement de leurs exportations.

5. Les formalités nécessaires pour la réalisation des exportations grecques sont très longues. De plus, la tâche des exportateurs devient plus difficile par les lois surannées qui régissent les exportations. A noter que n'est pas négligable le dommage causé par le changement fréquent de la législation concernant les exportations. Aussi, le financement des exportations de la part des institutions de crédit du pays est insuffisant et n'est pas basé sur des critères adéquats.

- .

6. L'insuffisance de la production ne permet pas des exportations importantes. Souvent des commandes sont annulées, parce que les quantités d'un certain produit demandées ne peuvent être livrées par les producteurs grecs. Quand p.e., il y a quelques années, une grande entreprise américaine a demandé des grandes quantités de chaussures grecques, les entreprises grecques intéressées ont déclaré ne pas pouvoir les livrer, ce qui a conduit cette entreprise de s'adresser à d'autres pays. La qualité inférieure, de certains produits, est, également, un facteur négatif pour la réalisation des exportations. D'ailleurs, cela est une raison pour laquelle une partie de la demande grecque se tourne vers des marchés étrangers.

7. Il est vrai qu'une certaine amélioration a été réalisée par les exportations grecques, surtout en ce qui concerne les produits industriels et leur variété. Mais à ces produits n'ont pas été ajoutés des produits dynamiques de la nouvelle haute technologie, grâce auxquels des pays autrefois moins développés que la Grèce, tels que les pays du Sud-Est de l'Asie, ont réussi à développer leurs exportations au maximum. Ces pays ont, d'ailleurs, obtenu des rythmes d'expansion plus rapides et ont réussi à concurrencer effectivement les pays industriels traditionnels. Cette réussite, naturellement, entre autres, nécessite l'entraînement des cadres tant sur la technologie avancée que sur l'organisation, où le niveau grec est extrêmement bas.

Le résultat de toutes ces faiblesses a été le développement très lent des exportations, ainsi qu'une réduction dans le rythme de leur accroissement comparé à celui des importations.

Pour l'encouragement des exportations l'Etat grec a pris de diverses mesures, telles que l'assurance des crédits pour les exportations, la création d'un Organisme pour la Promotion des Exportations, ainsi que d'un autre pour la Standardisation des Produits. Par ailleurs, les entrepreneurs, eux mêmes, ont fondé des associations pour l'exportation dans certaines branches (p.e. les industries du meuble et des chaussures). Nous devons toutefois, à ce sujet, noter, particulièrement, la contribution de la Ligue Panellénique des Exportateurs, qui très souvent propose au Gouvernement des mesures pouvant promouvoir les exportations. Cette organisation, il y a quelques années, a institué, d'une part, le Centre des Recherches et Etudes pour les Exportations (KEEM), et, d'autre part, un Service d'Informations pour les Exportateurs. Le Centre a procédé à une série d'Etudes, après des recherches basées sur des méthodes scientifiques modernes, qui se réfèrent à des sujets généraux sur les exportations, mais aussi sur des produits exportables spécifiques. Les conclusions de ces recherches ont été publiées et comprennent des projections pour l'avenir. Dans une de ses nouvelles études le

Centre en question, définissant le pays concurrents de la Grèce, constate que ceux-ci sont pour les produits agricoles la France et l'Italie, en second lieu, et pour les produits industriels l'Italie avec, en second lieu, l'Allemagne.

La Ligue des exportateurs, reconnaissant la nécessité d'une meilleure organisation des exportations, incite déjà les parties intéressés à la formation d'associations exportatrices et des sociétés d'exportation.

Deux des mesures, que le Gouvernement grec a pris pour l'encouragement des exportations, méritent une mention spéciale, parce qu'elles ont eu une influence positive.

La première mesure est la politique sur le change suivie, qui prend en considération, tout spécialement, l'activité des exportateurs.

D'une part, avec des dévaluations de la monnaie grecque effectuées en 1953, 1983 et 1987 et, de l'autre part, avec des ajustements (dévaluations non apparentes) continus, la compétitivité des produits grecs a été maintenue ou bien rétablie. Malheureusement, les marges créées par ces dévaluations n'ont pas été dûment exploitées par un effort visant à l'accroissement rapide de la productivité et à l'amélioration de l'organisation des exportations. Et ceci, même, quand ces marges étaient très grandes, comme cela a été le cas avec la «super — dévaluation» de 1953. «super - dévaluation» de 1953.

La seconde mesure importante a été les décisions du Gouvernement d'après lesquelles les exportations ont été encouragées, directement par des subsides sur les intérêts des emprunts contractés pour l'exportation et indirectement par la ristourne des droits douaniers sur les matières premières importées entrant dans la production de la marchandise exportée, les cotisations aux Gaisses d'assurance sociale et les autres charges perçues dans le but d'arriver à un prix de revient compétitif.

Les mesures pour l'encouragement des exportations, pourtant, se heurtent aux principes de la C.E.E., dont la Grèce fait partie. Un principe fondamental de la Communauté est la circulation des marchandises entre les Etats - membres sous un régime de concurrence véritable. Subsides et dispenses des charges sont considérés comme falsifiant la concurrence libre et sont, par conséquent, défendus. Les mesures déjà en vigueur pour la protection de la production et de la promotion des exportations sont abolies. Ainsi, la Grèce s'est trouvée dans la nécessité de se désister de ses mesures au grand détriment de sa capacité de concurrence. Tout récemment, la C.E.E. a demandé à la Grèce l'abolition de toute mesure d'encouragement des exportations d'ordre fiscal. 9

Un plein réajustement de la politique de la Grèce s'impose pour la raison qu'en ce moment sont supprimés les obstacles de tout genre restant encore en vigueur au libre mouvement des marchandises dans le territoire de la Communauté dans le but de l'intégration du marché intérieur unitaire. Il est urgent de fournir des efforts coordonnés pour l'accroissement de la productivité et l'amélioration dans l'organisation des exportations, de sorte que les produits exportables grecs deviennent compétitifs. D'ailleurs, l'assainissement organique des exportations est le meilleur moyen pour le développement plus rapide de l'économie, l'accroissement du revenu du pays et la création de nouveaux postes de travail.

Un problème primordial pour la Grèce, afin qu'elle puisse profiter du très grand marché unitaire communautaire, est de choisir, après des études approfondies, les branches auxquelles il lui serait opportun de se spécialiser, en exploitant les avantages comparatifs existants ou à créer. Ainsi, la Grèce réussira que ses exportations deviennent le facteur principal du côté actif de sa balance extérieure.

Cette tâche nécessite un effort très grand de la part de l'Administration et des entrepreneurs, mais aussi, en plus, d'une aide étrangère de la part des partenaires communautaires de la Grèce. Cependant, pour que la Grèce puisse attirer les autres pays, une amélioration sérieuse du climat des affaires est indispensable afin que les conditions défavorables d'aujourd'hui soient renversées, conditions qui ont provoqué la diminution d'intérêt des étrangers pour les investissements en Grèce.

Il est à espérer que la tendance manifestée dernièrement de la part des entrepreneurs communautaires de racheter des entreprises grecques orientées vers l'exportation ou de fusionner avec elles se raffermira. Ainsi, le niveau de production et des exportations s'élèvera, dans une mesure satisfaisante, et la Grèce approchera des buts de la Communauté, si non jusqu'en 1992, au moins jusqu'à l'année 2000.

V. LES IMPORTATIONS

La Grèce, d'une part, à cause de l'insuffisance de sa production et, d'autre part, dans sa poursuite de développer son économie, procède, depuis toujours, à des importations de produits de consommation et d'équipement relativement considérables. Cette tendance vers des importations accrues s'est renforcée dans l'après guerre pour plusieurs raisons, desquelles les plus importantes sont les suivantes:

1. La poursuite d'un développement rapide de l'économie hellénique. Ont été élaborés et mis en exécution des programmes de développement économique, desquels le but principal a été la restructuration de l'économie, sa modernisation et l'accélération de la promotion des diverses branches de la production. Le but principal a été l'industrialisation. La conséquence de cette poursuite a été le besoin d'importation de l'étranger de l'équipement nécessaire des machines, des matières premières et auxiliaires etc. Pour l'acquisition de ces biens la Grèce s'est vu obligée de dépenser de grosses sommes en devises. Il a été évalué que le 80% des investissements en équipement s'effectue par des importations de l'étranger.

2. La production insuffisante de biens de consommation. Celle-ci n'est que partiellement couverte par l'activité nationale avec la production de biens, tel que le sucre et le riz, qui étaient importés dans le passé. Pour ce qui est de la plus grande partie de la production des autres biens, le progrès a été limité, la qualité de la production nationale, dans plusieurs cas, laissant à désirer. Ceci a eu comme résultat que la satisfaction des besoins du pays, tant en quantité qu'en qualité se fasse, en grande partie, par l'importation de produits étrangers. D'autre part, le contact avec des pays étrangers et un plus grand pouvoir d'achat, renforcé par des ressources invisibles rapidement augmentant, a eu comme conséquence l'accroissement du volume des importations. Celles-ci comprennent de nouveaux produits, étant donné le changement assez remarquable des goûts traditionnels de consommation des Grecs. Un autre facteur jouant considérablement sur l'expansion des importations a été l'ampleur qu'a pris l'économie clandestine, la plus grande partie des revenus de laquelle se tourne vers la demande des produits de provenance étrangère.

3. L'introduction du régime de la liberté des importations, immédiatement après de la «super dévaluation» de la monnaie hellénique en 1953. Plus précisément, le 9 avril 1953, le Gouvernement grec a décidé une dévaluation de la drachme de l'ordre de 50% de sorte que le dollar E.U.A., qui valait 15 drachmes a été réévalué à 30 drachmes. Cette «superdévaluation», qui a été effectuée dans le but de renforcer les exportations grecques et, plus généralement, l'économie du pays, aurait conduit à une grande augmentation des prix (avec tendance de dédoublement), si le régime des importations de cette époque restait en vigueur, (restrictions sur les importations). Pour cette raison, il a été introduit, en même temps, la mesure radicale de la libération des importations. La possibilité de procéder à des importations libres des produits de base a limité les bénéfices des commerçants et a empêché une grande et abrupte hausse des prix.

4. L'association de la Grèce avec la C.E.E. en 1962 et, plus tard, son adhésion à celle-ci (1981) ont conduit à une diminution graduelle des droits de

douane et des autres restrictions sur les importations provenant des pays membres de la C.E.E. avec comme but final leur disparition. La pleine liberté d'importation, assurée de la sorte aux partenaires de la Grèce, a, naturellement, dirigé les importations grecques vers le marché communautaire et augmenté leur volume. Durant les dernières années la valeur des produits importés des pays-membres de la C.E.E. a atteint le 65% du total des importations grecques.

5. La détérioration continuelle des termes du commerce en ce qui concerne la Grèce. En effet, les prix des produits importés par la Grèce ont augmenté plus rapidement que les prix des produits exportés, ce qui signifie que les exportations du pays permettent une possibilité d'importation de l'étranger de plus en plus réduite.

La politique commerciale extérieure suivie jusqu'à ce jour, et surtout celle pratiquée avant l'introduction du régime des importations libres et même, jusqu'à un degré considérable, sous ce régime, comprenait des mesures de découragement des importations. Ceci non seulement pour éviter la perte de devises destinées à l'importation des produits secondaires, mais surtout pour équilibrer, dans la mesure du possible, les importations aux exportations, les rentrées en devises desquelles ne couvraient qu'une partie réduite de leur valeur (entre 1/3 et 2/5). Ces mesures restrictives étaient: les droits de douane, des diverses taxes spéciales, des restrictions quantitatives (contingentement), le découragement des ventes à terme (restrictions - prohibitions) et des avances monétaires sur les importations à effectuer. Cette dernière mesure s'est généralisée, pour un certain temps limité, quand, pour restreindre les importations et limiter radicalement le déficit commercial très élevé, il a été décidé de rendre les importations plus difficiles pour une période de deux années (1986, 1987) en application du programme de stabilisation de 1985. Il a été exigé c.a.d. aux importateurs un dépôt en espèces avant la réalisation de l'importation même. Ces mesures restrictives, ont été maintenues partiellement tant pendant l'introduction du régime de la liberté des importations que pendant la période de transition après l'adhésion de la Grèce à la C.E.E.

L'augmentation du volume des importations se constate aussi par leur rapport au produit brut national. En effet, durant la période 1986-1988, les importations correspondaient au 20-25 % du P.B.N.

Des changements considérables ont été notés, pendant les années 1982-1988, par catégorie de produits importés, marquant un tournant vers les produits alimentaires et les produits industriels de consommation au détriment de la proportion des matières premières et des produits d'équipement. Ce sont des traits

caractéristiques d'une économie où, tandis que les investissements en capital fixe s'affaiblissent, tout au contraire la demande vers des biens de consommation augmente. En effet, tandis que la valeur des matières premières importées dans la période des cinq dernières années a augmenté de 41% et celle des produits d'équipement de 38%, durant la période 1984-88, la valeur des biens d'alimentation a augmenté de 88,5% et celle des produits industriels de consommation de 90,5%. L'année 1988 fait exception. En effet, une certaine reprise a été observée à cause de laquelle l'importation de biens d'équipement industriel comparée à l'année 1984 a augmenté de 80%. L'évolution des chiffres pendant la période 1980-87 est particulièrement intéressante. Tandis que les produits alimentaires et les biens industriels de consommation importés ont augmenté de 80,1% et 70,8% respectivement. Les matières premières ont baissé de 11,5% et les biens d'équipement n'ont augmenté que seulement de 6,9%.

En ce qui concerne la distribution géographique des importations, nous notons, en premier lieu, que, tandis que la participation des pays —membres de la C.E.E. en 1964 était de 40,4%, ce pourcentage, durant les dernières années, a varié autour de 65%. Par contre, la participation des autres, régions et, plus spécialement, des E.U.A., des pays du Bloc Oriental et des pays Arabes pétroliers s'est réduite. Nous notons que les importations des Pays du Moyen Orient, qui durant les années '70, à cause de l'augmentation du prix du pétrole avaient dépassé le 20% du total des importations, pendant les années '80, à cause de la baisse du prix de pétrole, cette participation a été réduite au dessous de 10%.

Finalement, nous notons que, malgré le fait que la Grèce a réussi un plus grand degré de suffisance en produits alimentaires et industriels de consommation et procède, aussi, à des exportations considérables de ces deux catégories de produits, elle continue à avoir des déficits tant dans la balance extérieure du secteur des produits agricoles que ce lui des produits industriels (importations dépassant les exportations).